

RELATIONS MAROC-FRANCE

**UN PARTENARIAT RENFORCÉ
POUR UNE CROISSANCE
PARTAGÉE**



Mercredi 1^{er} juillet 2026

CCI Paris Ile-de-France



CHAMBRE FRANÇAISE
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DU MAROC

Je me rends **VISIBLE**

La visibilité n'est pas une option,
c'est une **stratégie**.



Prenez place là où
les décisions se prennent.



Supplément de

CONJONCTURE

Sommaire

4

Maroc-France : une relation économique qui change d'échelle

8

La MEIF, une nouvelle étape dans l'accompagnement des entreprises françaises

10

Mondial 2030 : un nouveau terrain de coopération économique entre le Maroc et la France

12

Enseignement supérieur, recherche et mobilité : le capital humain au cœur du partenariat Maroc-France

14

Tourisme : les ressorts d'une croissance record

16

Aéronautique : vingt ans d'une réussite industrielle franco-marocaine

18

Automobile : une success story industrielle écrite à deux

20

Sécurité énergétique : la coopération en marche

22

Souveraineté numérique : une coopération nécessaire

26

La Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc, une force de frappe économique au Maroc

MAROC-FRANCE : UNE RELATION ÉCONOMIQUE QUI CHANGE D'ÉCHELLE

Échanges commerciaux, investissements, industrie, énergie : les liens économiques entre le Maroc et la France connaissent une nouvelle phase d'intensification, portée par des intérêts de plus en plus convergents.

Longtemps analysée à travers le prisme de l'histoire, de la proximité culturelle ou des liens humains qui unissent les deux pays, la relation économique entre le Maroc et la France s'affirme aujourd'hui comme l'un des partenariats les plus structurants de l'espace euro-méditerranéen. Les chiffres témoignent d'un changement de dimension : les échanges se densifient, les investissements se multiplient et les chaînes de valeur s'intègrent davantage autour de secteurs stratégiques tels que l'industrie, l'énergie ou les infrastructures.

Cette dynamique s'est traduite par un niveau record des échanges commerciaux en 2024. Avec 14,8 milliards d'euros de flux bilatéraux, le commerce entre les deux pays a progressé de 5 % sur un an et a plus que doublé depuis 2015. Une évolution qui illustre la profondeur d'un partenariat désormais solidement ancré dans les réalités économiques des deux rives de la Méditerranée.

Un partenaire devenu incontournable

Le Maroc occupe aujourd'hui une place singulière dans les échanges extérieurs de la France. Le Royaume absorbe plus de 40 % des exportations françaises à destination du continent africain. Les équipements de transport, les produits électroniques, la chimie ou encore les cosmétiques figurent parmi les principaux moteurs de cette croissance.

Dans le même temps, les exportations marocaines vers la France poursuivent leur progression. L'automobile, l'aéronautique, le textile technique ou encore l'électronique témoignent de la montée en gamme de l'appareil productif marocain et de son intégration croissante dans les chaînes de valeur internationales.

Cette évolution reflète une transformation plus profonde : la relation économique entre les deux pays ne repose plus uniquement sur des flux commerciaux traditionnels.



Elle s'appuie de plus en plus sur des logiques industrielles intégrées, où production, sous-traitance, innovation et logistique se déploient de part et d'autre de la Méditerranée.

Une présence entrepreneuriale structurante

La vitalité du partenariat se mesure également à la densité de la présence française au Maroc. Avec près d'un tiers du stock total d'investissements directs étrangers, la France demeure le premier investisseur étranger du Royaume.

Plus de 950 filiales d'entreprises françaises y sont implantées, aux côtés de la quasi-totalité des groupes du CAC 40. Leur présence couvre l'ensemble des secteurs stratégiques de l'économie marocaine : industrie, services, infrastructures, énergie, santé, numérique ou encore finance.

Ces entreprises participent directement aux grandes transformations engagées par le Royaume. Développement de nouvelles filières industrielles, accélération de la transition énergétique, modernisation des in-

frastructures ou préparation des grands rendez-vous internationaux : les opportunités de coopération continuent de s'élargir.

Le Maroc est ainsi devenu la première destination des investissements français en Afrique. Les entreprises françaises y génèrent plus de 150 000 emplois, faisant du Royaume l'un des principaux pôles d'activité économique français sur le continent.

Des flux humains au cœur de la relation

Au-delà des investissements et des échanges commerciaux, la solidité du partenariat repose également sur des flux humains particulièrement intenses.

La France demeure le premier pays d'origine des transferts financiers de la diaspora marocaine ainsi que la première clientèle touristique étrangère du Royaume. Les Marocains résidant en France représentent plus de 30 % des transferts reçus par le Maroc, tandis que les visiteurs français continuent de jouer un rôle déterminant dans la dynamique touristique nationale.



RELATIONS MAROC-FRANCE,

Un partenariat renforcé pour une croissance partagée

» Ces échanges humains constituent un socle unique qui distingue la relation franco-marocaine de nombreux autres partenariats économiques internationaux. Ils favorisent la circulation des compétences, des capitaux, des entrepreneurs et des projets entre les deux pays.

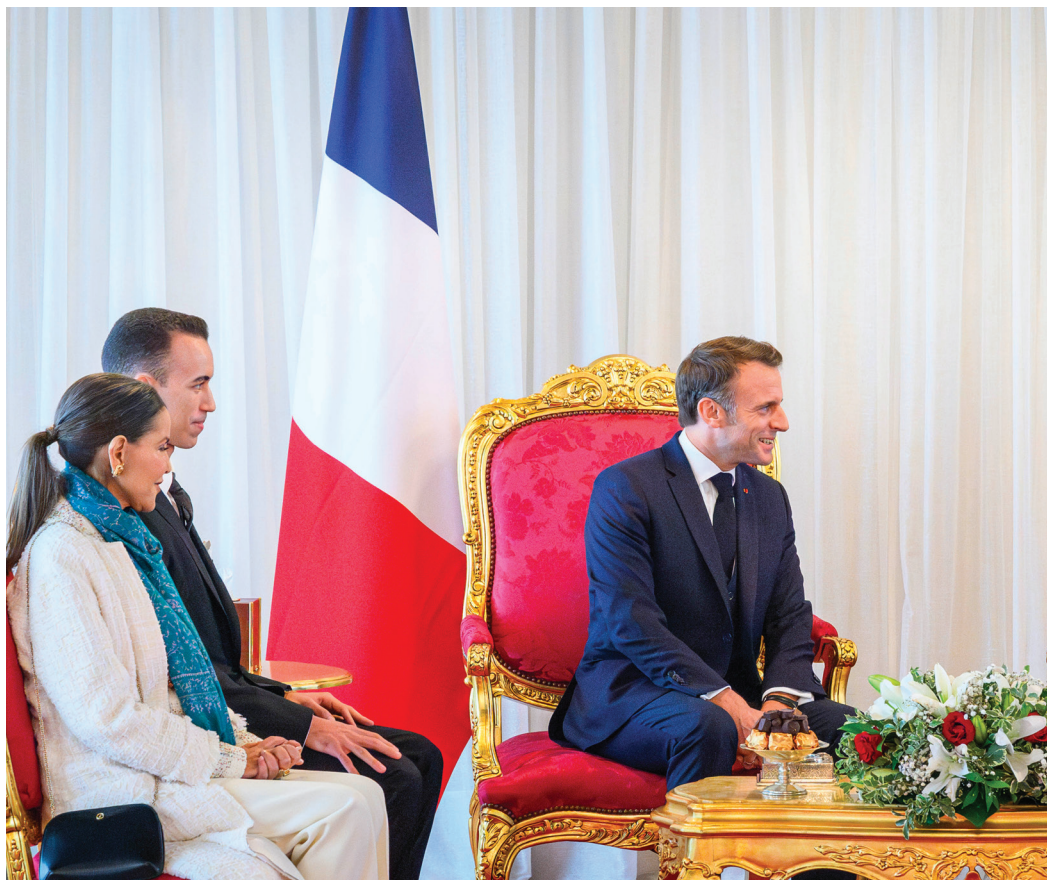
Vers une relation plus équilibrée

La relation économique se caractérise également par une réciprocité croissante. Les entreprises marocaines poursuivent leur internatio-

nalisation et renforcent progressivement leur présence sur le marché français.

Le Maroc est aujourd'hui le premier investisseur africain en France en termes de stocks d'investissements directs étrangers. Entre 2015 et 2024, ceux-ci ont été multipliés par plus de quatre, illustrant l'émergence d'acteurs marocains capables de se développer durablement à l'international.

Cette évolution traduit la maturation d'un partenariat qui dépasse désormais les schémas traditionnels de coopération économique.



Un partenariat tourné vers l'avenir

Industrie décarbonée, hydrogène vert, infrastructures, innovation, numérique, souveraineté industrielle ou encore préparation de la Coupe du monde 2030 : les champs de coopération n'ont jamais été aussi nombreux.

Dans un contexte international marqué par la reconfiguration des chaînes de valeur, les impératifs de transition énergétique et la recherche de nouvelles complémentarités économiques, le Maroc et la France dis-

posent d'atouts convergents. La proximité géographique, la densité des échanges et la profondeur des relations humaines créent un environnement favorable à l'émergence de projets communs de grande ampleur.

Plus qu'un simple partenariat commercial, la relation économique franco-marocaine apparaît désormais comme un espace de co-développement. Une relation qui ne se contente plus d'accompagner les transformations en cours, mais qui contribue de plus en plus à les façonner.





LA MAISON DE L'EXPORTATEUR ET DE L'INVESTISSEUR FRANÇAIS AU MAROC

UNE MARQUE DE LA



**CHAMBRE FRANÇAISE
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DU MAROC**

La MEIF, une nouvelle étape dans l'accompagnement des entreprises françaises

La Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM) enrichit son dispositif d'accompagnement des entreprises françaises avec le lancement de la Maison de l'Exportateur et de l'Investisseur Français au Maroc (MEIF), présentée officiellement le 19 février 2026 à Casablanca. Cette nouvelle structure s'inscrit dans une dynamique de renforcement des relations économiques entre la France et le Maroc, dans un contexte marqué par une intensification des échanges et des projets d'investissement.

Pensée comme un point d'entrée unique, la MEIF vise à simplifier le parcours des entreprises françaises souhaitant prospecter le marché marocain, s'y implanter ou y développer leurs activités. Elle regroupe dans un même dispositif l'ensemble des expertises développées par la CFCIM : études de marché, mise en relation, accompagnement à l'implantation, hébergement d'entreprises et suivi opérationnel. L'objectif est de proposer un accompagnement plus lisible, plus fluide et plus réactif à chaque étape du projet.

Pour Sébastien Le Bonté, Président de la CFCIM, cette évolution s'inscrit dans la continuité du rôle joué par la Chambre auprès de ses adhérents et des acteurs économiques des deux rives. Le Président a également expliqué l'enjeu de naissance de la MEIF : « cette dernière sera un véritable

guichet unique permettant aux investisseurs français d'accéder à l'ensemble des services nécessaires à leur implantation ». « Elle s'inscrit pleinement dans notre mission de facilitation des échanges et de renforcement du tissu économique franco-marocain », ajoute-t-il. La création de la MEIF traduit également la volonté de la Chambre d'adapter ses outils aux nouvelles attentes des entreprises. « *Avec la Maison de l'Exportateur et de l'Investisseur Français au Maroc, nous franchissons une étape stratégique. La MEIF est conçue comme un outil au service de la projection et du développement des entreprises françaises, dans une logique d'efficacité, de lisibilité et d'impact* », explique Jean-Charles Damblin, Directeur général de la CFCIM.

Au-delà de son rôle opérationnel, la MEIF reflète l'ambition de la Chambre de consolider un environnement favorable aux initiatives économiques franco-marocaines. Son lancement intervient alors que le Maroc confirme son positionnement comme plateforme régionale d'investissement, de production et de développement vers l'Afrique. En renforçant son offre d'accompagnement, la CFCIM entend ainsi conforter sa place de partenaire de référence pour les entreprises françaises désireuses de saisir les opportunités offertes par le Royaume et, plus largement, par le continent africain.

MONDIAL 2030 : UN NOUVEAU TERRAIN DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LE MAROC ET LA FRANCE

À quatre ans de l'échéance, la Coupe du monde apparaît déjà comme un puissant accélérateur de projets, d'investissements et de partenariats entre les deux pays.

À mesure que se rapproche la Coupe du monde 2030, la coopération entre le Maroc et la France s'enrichit d'un nouveau champ d'action. Réunie le 2 avril au Complexe Mohammed VI de football, la Task Force consacrée à cet événement a mis en évidence l'ampleur des opportunités qui se dessinent autour de l'organisation du tournoi. Au-delà de la compétition sportive, le Mondial est désormais perçu comme un levier de modernisation, de développement économique et de coopération bilatérale. Pour les acteurs réunis à

cette occasion, l'enjeu dépasse largement la seule réussite de l'événement. Il s'agit aussi de construire des partenariats durables capables d'accompagner les transformations engagées par le Royaume dans les domaines des infrastructures, de la mobilité, des services ou encore de l'innovation.

Un projet inscrit dans la transformation du Royaume

Pour Fouzi Lekjaa, président de la Fédération Royale Marocaine de Football, la Coupe du monde 2030 s'inscrit dans la continuité du vaste chantier de modernisation engagé par le Maroc depuis plus de deux décennies.

L'organisation de plusieurs compétitions internationales majeures d'ici à 2030 constitue, selon lui, une étape importante dans la montée en compétence des différents acteurs nationaux et dans la préparation des investissements nécessaires à

À quatre ans de l'échéance, le Mondial 2030 s'impose déjà comme l'un des nouveaux marqueurs du partenariat franco-marocain.

l'accueil du plus grand événement sportif mondial.

Dans cette perspective, le Mondial apparaît comme un accélérateur de projets déjà engagés, qu'il s'agisse de transports, d'équipements sportifs, d'aménagement urbain ou d'infrastructures d'accueil.

Task Force Maroc-France

Coupe du Monde 2030

Complexe Mohammed VI de Football
Le 02/04/2026



L'expertise française en appui

La France entend naturellement prendre part à cette dynamique. Forte de l'expérience acquise lors des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, elle dispose d'un savoir-faire reconnu dans l'organisation des grands événements internationaux.

Mobilité, sécurité, ingénierie, gestion des flux, hospitalité ou encore services aux visiteurs figurent parmi les domaines dans lesquels les entreprises françaises peuvent apporter leur expertise. « *Les opérateurs économiques des deux pays travaillent déjà ensemble sur plusieurs projets* », a rappelé Fouzi Lekjaa, appelant à un approfondissement de cette coopération dans les années à venir.

La même volonté a été exprimée par Nicolas Forissier, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité. En déplacement au Maroc, il a salué les capacités d'organisation démontrées par le Royaume lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et réaffirmé la disponibilité de la France à accompagner cette nouvelle étape à travers des partenariats concrets dans les secteurs économiques et industriels concernés.

Une vitrine du co-développement

Co-organisée par le Maroc, l'Espagne et le Portugal, la Coupe du monde 2030 revêt également une portée géoéconomique particulière. Le Royaume y voit l'occasion de valoriser son positionnement stratégique entre l'Europe et l'Afrique et de renforcer son rôle de plateforme d'échanges et d'investissement. Dans cette configuration, la relation franco-marocaine apparaît comme un levier na-

turel pour mobiliser compétences, capitaux et expertises autour de projets à forte valeur ajoutée. Le Mondial devient ainsi un terrain d'expérimentation pour une coopération économique qui dépasse le cadre traditionnel des échanges commerciaux.

Une ambition qui dépasse le sport

Les deux pays souhaitent également inscrire cette dynamique dans une dimension plus humaine. Plusieurs initiatives dédiées à la jeunesse devraient voir le jour autour du football, considéré comme un vecteur d'inclusion, de partage et de rapprochement entre les sociétés civiles.

Cette approche traduit une volonté commune de faire de la Coupe du monde un héritage durable, capable de produire des effets bien au-delà de la compétition elle-même.

Un catalyseur pour la décennie à venir

À quatre ans de l'échéance, le Mondial 2030 s'impose déjà comme l'un des nouveaux marqueurs du partenariat franco-marocain. Plus qu'un rendez-vous sportif, il constitue un projet de transformation mobilisant institutions, entreprises et territoires autour d'objectifs communs.

Pour le Maroc comme pour la France, l'enjeu ne consiste pas seulement à organiser un événement planétaire. Il est aussi de saisir l'occasion pour renforcer les coopérations économiques, accélérer les investissements et construire de nouveaux partenariats capables de produire des effets durables bien après le coup de sifflet final.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET MOBILITÉ : LE CAPITAL HUMAIN AU CŒUR DU PARTENARIAT MAROC-FRANCE

Alors que le Maroc accélère sa transformation économique et industrielle, la question des compétences s'impose comme un enjeu central. Derrière les investissements, les infrastructures et les ambitions sectorielles, un défi se dessine : former les talents capables d'accompagner la montée en gamme de l'économie marocaine. Dans ce contexte, la coopération entre le Maroc et la

France dans l'enseignement supérieur et la recherche dépasse largement le cadre académique pour devenir un levier de compétitivité et d'innovation.

La transformation du Royaume repose autant sur son capital humain que sur ses capacités d'investissement. Cette réalité apparaît d'autant plus clairement que les effectifs de l'enseignement supérieur ont connu une progression spectaculaire, passant d'environ 300 000 étudiants en 2010 à près de 1,4 million en 2025.

Cette massification traduit l'effort considérable engagé pour élargir l'accès aux études supérieures. Elle soulève également une question essentielle : celle de l'adéquation entre les formations proposées et les besoins d'une économie en pleine mutation.

Des compétences au service des filières d'avenir

Au cours des dernières années, la coopération universitaire franco-marocaine a progressivement évolué pour accompagner les grandes priorités économiques des deux pays. Elle s'articule aujourd'hui autour de plusieurs axes complémentaires : mobilité étudiante, accompagnement doctoral, développement de formations professionnalisantes, implantation d'établissements français au Maroc et renforcement de la recherche scientifique conjointe.



Cette dynamique répond directement aux besoins des nouveaux écosystèmes industriels développés par le Royaume. Automobile, aéronautique, numérique, logistique, énergies renouvelables ou encore technologies liées à la transition énergétique requièrent des profils hautement qualifiés, capables d'évoluer dans des environnements technologiques de plus en plus complexes et ouverts sur l'international.

Une mobilité étudiante toujours dynamique

La mobilité constitue l'un des piliers historiques de cette coopération. Avec plus de 43 000 étudiants marocains inscrits dans les établissements français, le Maroc demeure l'une des principales nationalités étudiantes étrangères en France. Aujourd'hui encore, un étudiant marocain sur deux qui choisit une mobilité internationale poursuit ses études dans l'Hexagone.

Si les universités continuent d'attirer une majorité d'étudiants, les écoles d'ingénieurs et de commerce enregistrent une progression constante, reflet de l'évolution des besoins du marché du travail et de l'attractivité croissante des formations professionnalisantes.

La recherche comme moteur d'innovation

La coopération entre les deux pays s'étend également au champ de la recherche scientifique et de l'innovation. Les programmes de mobilité doctorale, les laboratoires mixtes franco-marocains ainsi que les Partenariats Hubert Curien favorisent le développement de projets communs dans des domaines stratégiques.

Industrie 4.0, intelligence artificielle, gestion durable de l'eau, transition énergétique ou santé figurent parmi les thématiques qui mobilisent les chercheurs des deux pays. Chaque année, plusieurs dizaines de programmes sont ainsi conduits conjointe-

ment, contribuant à renforcer les capacités d'innovation et de recherche appliquée.

Un espace académique de plus en plus intégré

Cette coopération se traduit également par un rapprochement croissant des systèmes d'enseignement supérieur. En 2025, près de 280 accords de double diplomation liaient des établissements français et marocains, facilitant les parcours académiques internationaux.

Parallèlement, le réseau Africa Sup rassemble huit établissements français implantés au Maroc et participe à l'émergence d'une offre de formation internationale directement connectée aux besoins des entreprises et aux mutations économiques du continent. Une nouvelle étape a été franchie en février 2025 avec la reconnaissance automatique par les autorités marocaines des diplômes de licence, master et doctorat délivrés par les établissements publics français. Cette mesure simplifie les procédures d'équivalence et facilite l'insertion professionnelle des diplômés formés en France.

Investir dans le capital humain

Au-delà des dispositifs académiques, cette coopération contribue à construire un véritable espace de compétences partagé entre les deux rives de la Méditerranée. Dans un environnement marqué par l'accélération des transitions industrielles, numériques et énergétiques, la capacité à former, attirer et retenir les talents devient un facteur déterminant de compétitivité.

Pour le Maroc comme pour la France, l'investissement dans le capital humain apparaît ainsi comme l'un des piliers les plus durables du partenariat bilatéral. Une conviction de plus en plus partagée : les transformations économiques de demain dépendront autant de la qualité des infrastructures que de celle des femmes et des hommes appelés à les faire vivre.

TOURISME : LES RESSORTS D'UNE CROISSANCE RECORD

Dans une note publiée en février 2026, le Service économique régional de Rabat analyse les facteurs qui expliquent l'essor du tourisme marocain et les défis qui accompagneront la poursuite de cette dynamique à l'horizon 2030.

Avec 19,8 millions d'arrivées internationales enregistrées en 2025, le Maroc a franchi un nouveau seuil dans son développement touristique. Pour le Service économique régional (SER) de Rabat, cette performance dépasse largement le cadre du rattrapage post-pandémie. Elle traduit les effets d'une stratégie engagée depuis plusieurs années, fondée sur le renforcement des infrastructures, l'amélioration de la connectivité et l'élargissement progressif de l'offre touristique.

Une progression qui dépasse les objectifs

Le Royaume consolide ainsi sa place de première destination touristique du continent africain. Surtout, sa progression se distingue par son ampleur. Depuis 2019, le nombre de visiteurs internationaux a augmenté de 53 %, alors que la croissance mondiale des arrivées touristiques n'atteint que 3 % sur la même période selon l'Organisation mondiale du tourisme. Les objectifs fixés par la feuille de route nationale ont d'ailleurs été dépassés avec un an d'avance, celle-ci visant initialement 17,5 millions de visiteurs en 2026.

L'accessibilité comme moteur de croissance

Cette dynamique repose d'abord sur une amélioration continue de l'accessibilité du territoire. En 2025, près de sept touristes internationaux sur dix sont arrivés par voie aérienne. Pour accompagner cette croissance, les investissements se multiplient. L'Office national des aéroports a notamment engagé un programme de 38 milliards de dirhams sur la période 2025-2030 afin d'accroître les capacités d'accueil du pays et de répondre à l'augmentation attendue des flux touristiques dans les prochaines années.

Le paysage touristique marocain évolue également sur le plan géographique. Longtemps concentrées autour de Casablanca et Marrakech, les arrivées internationales se répartissent désormais de manière plus équilibrée entre les différentes régions du Royaume. Alors que ces deux plateformes accueillaient plus de 61 % des visiteurs en 2019, leur part est tombée à moins de 40 % en 2025. Cette évolution témoigne de l'émergence de nouvelles destinations et d'une diversification progressive de l'offre touristique nationale.

L'effet levier des grands événements

Les grands rendez-vous sportifs internationaux contribuent eux aussi à renforcer cette attractivité. L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations et la perspective de la Coupe du monde 2030 offrent au Maroc une visibilité exceptionnelle sur la scène interna-

tionale et participent au rayonnement de ses territoires auprès de nouveaux publics.

Au-delà des performances de fréquentation, le tourisme confirme son poids croissant dans l'économie nationale. La clientèle française continue notamment d'occuper une place centrale, représentant 14 % des arrivées internationales et près d'un tiers des recettes touristiques enregistrées en 2025. Cette présence se reflète également dans les investissements réalisés par les entreprises françaises tout au long de la chaîne de valeur du secteur.

Le défi de la création de valeur

Cette trajectoire n'est toutefois pas exempte de défis. Malgré la hausse du nombre de visiteurs, la dépense moyenne par touriste progresse peu depuis plusieurs années. La multiplication des séjours courts, le poids de l'informel et une offre de loisirs encore en développement limitent la création de valeur générée par chaque visite. Les autorités misent ainsi sur le développement de nouvelles infrastructures culturelles et d'animation afin d'allonger la durée moyenne des séjours et d'augmenter les retombées économiques du secteur. L'objectif est de porter à 1 500 le nombre d'activités d'animation disponibles à l'horizon 2030.

Vers un modèle plus durable

La question de la durabilité constitue également un enjeu majeur. La pression sur les ressources hydriques et les tensions observées sur certains marchés immobiliers figurent parmi les principaux points de vigilance. Dans un contexte

marqué par le stress hydrique, la consommation d'eau liée à l'activité touristique représente un défi particulier, celle d'un visiteur étant estimée entre quatre et cinq fois supérieure à celle d'un résident marocain.

À travers cette analyse, le Service économique régional de Rabat met en lumière un secteur arrivé à un moment charnière de son développement. Les bases de la croissance apparaissent solides et les ambitions affichées pour 2030 semblent désormais accessibles. Le défi des prochaines années sera toutefois moins d'attirer davantage de visiteurs que d'accroître la valeur créée par chaque séjour, tout en préservant les équilibres économiques, sociaux et environnementaux qui conditionneront la pérennité du modèle touristique marocain.



AÉRONAUTIQUE : VINGT ANS D'UNE RÉUSSITE INDUSTRIELLE FRANCO-MAROCAINE

Il y a encore deux décennies, peu d'observateurs auraient parié sur le Maroc pour devenir l'un des acteurs majeurs de l'industrie aéronautique mondiale. Le secteur se limitait alors à quelques activités de maintenance et à un nombre restreint d'entreprises spécialisées. Aujourd'hui, le Royaume est devenu le premier exportateur aéronautique d'Afrique et l'une des destinations les plus attractives au monde pour les sous-traitants de la filière.

Cette transformation spectaculaire est le résultat d'une stratégie industrielle de long terme, mais aussi d'un partenariat étroit avec la France, qui accompagne depuis l'origine l'essor de cet écosystème devenu une référence internationale.

Une filière arrivée à maturité

L'aéronautique figure désormais parmi les secteurs les plus performants de l'économie marocaine. En 2024, ses exportations ont atteint 26,45 milliards de dirhams, enregistrant une progression de près de 15 % en un an. Une dynamique qui se poursuit en 2025 et confirme la solidité du secteur. Autour du Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales (GIMAS), ce sont aujourd'hui 142 entreprises

qui composent l'écosystème national. Ensemble, elles emploient près de 20 000 personnes qualifiées et interviennent dans des métiers aussi exigeants que l'usinage de précision, la fabrication de composants, le câblage aéronautique ou encore l'assemblage de structures complexes. Le taux d'intégration locale atteint l'objectif fixé en s'élevant à 42 %.



SM le Roi préside la cérémonie de présentation et de lancement d'un projet aéronautique.
Lundi 13 Octobre 2025.

La France, partenaire historique de cette ascension

Si l'aéronautique marocaine a connu une telle montée en puissance, c'est aussi parce que plusieurs grands groupes français ont très tôt fait le choix du Royaume.

Safran y produit aujourd'hui des composants moteurs et des équipements de haute technologie. Thales y développe des activités liées à l'électronique embarquée et aux systèmes avioniques. Latécoère, acteur historique de l'industrie aéronautique française, y fabrique des structures et des systèmes d'interconnexion.

Au fil des années, ces implantations ont contribué à structurer l'ensemble de la filière marocaine, en diffusant des standards industriels exigeants, en formant des compétences locales et en favorisant l'émergence d'un réseau de fournisseurs capables de répondre aux attentes des grands donneurs d'ordre internationaux.

Cette présence française ne répond plus depuis longtemps à une simple logique de compétitivité des coûts. Elle repose désormais sur la qualité des ressources humaines

marocaines, la stabilité de l'environnement industriel et la capacité croissante des équipes locales à intervenir sur des activités à forte valeur ajoutée.

Le tournant de l'industrie 4.0

Après avoir réussi son intégration dans les chaînes de production mondiales, l'aéronautique marocaine s'attaque aujourd'hui à un nouveau défi : celui de la transformation technologique.

Avec le programme « Maroc Aéronautique 4.0 », la filière affiche clairement ses ambitions. L'objectif est d'accélérer l'automatisation des usines, de généraliser la numérisation des processus industriels, de renforcer les capacités locales de recherche et développement et de favoriser l'innovation.

Cette évolution ouvre de nouvelles perspectives de coopération avec les entreprises françaises. Leur expertise dans les domaines de l'ingénierie, de la formation technique, de la digitalisation industrielle ou encore de l'intégration de systèmes complexes constitue un atout majeur pour accompagner cette nouvelle étape de développement.



ancement des travaux de réalisation du complexe industriel de "moteurs d'avions" du groupe Safran.

AUTOMOBILE : UNE SUCCESS STORY INDUSTRIELLE ÉCRITE À DEUX

En un peu plus de vingt ans, le Maroc a profondément changé de dimension industrielle. Longtemps considéré comme une plateforme de production à coûts compétitifs, le Royaume est devenu l'un des piliers de l'industrie automobile européenne et le premier exportateur de véhicules du continent africain.

Cette ascension n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte d'une stratégie industrielle de long terme, fondée sur l'attractivité du territoire, le développement des infrastructures et l'intégration progressive aux chaînes de valeur mondiales. Dans cette transformation, les entreprises françaises ont joué un rôle déterminant.

L'automobile, moteur de l'économie marocaine

Aujourd'hui, l'automobile est le premier secteur exportateur du Maroc, devant même les phosphates. Les performances enregistrées ces dernières années témoignent de la maturité atteinte par la filière.

Les exportations du secteur ont atteint près de 157 milliards de dirhams, soit environ 15 milliards d'euros, avec une progression spectaculaire de 148 % entre 2023 et 2024. Plus de 90 % de la production est destinée à l'export, dont l'essentiel vers les marchés européens.

Le Maroc figure désormais parmi les cinq principaux fournisseurs automobiles de l'Union européenne, avec plus de 536 000 véhicules exportés. Et les ambitions restent élevées : le

Royaume vise près de 19 milliards d'euros de recettes à l'export dans les prochaines années, une capacité de production de deux millions de véhicules par an à l'horizon 2030 et la création de quelque 400 000 emplois dans la filière.

Derrière ces résultats se trouve un écosystème industriel particulièrement dense. Près de 260 équipementiers opèrent aujourd'hui dans le pays, couvrant l'ensemble des métiers de la chaîne de valeur : câblage, emboutissage, composants métalliques, sièges, électronique, batteries ou encore motorisations.

La France au cœur de l'écosystème

La réussite automobile marocaine est aussi celle d'un partenariat industriel étroit avec la France. Deux groupes en sont les figures de proue : Renault et Stellantis. Depuis l'ouverture de son usine de Tanger en 2012, Renault a fait du Maroc l'un de ses principaux centres de production à l'échelle mondiale. Le site assemble aujourd'hui environ 350 000 véhicules par an et figure parmi les usines les plus performantes du groupe.

À Kénitra, Stellantis poursuit également sa montée en puissance. Le constructeur vise une capacité annuelle de 200 000 véhicules, avec l'objectif de doubler ce volume dans les années à venir.

Au-delà des constructeurs eux-mêmes, c'est toute une chaîne industrielle française qui s'est progressivement implantée au Maroc.



Des groupes comme Valeo, Faurecia, Plastic Omnium ou encore Sealynx y produisent des composants destinés aux marchés internationaux. Le Groupe GMD, à travers plusieurs filiales spécialisées, participe lui aussi à cette dynamique. À leurs côtés, de nombreuses PME françaises ont trouvé dans le Royaume un environnement propice à leur développement, contribuant à renforcer l'intégration industrielle entre les deux pays.

Cette présence a permis l'émergence d'un tissu de fournisseurs locaux de plus en plus sophistiqué, capable de répondre aux standards de qualité exigés par les grands constructeurs mondiaux.

Le pari de l'électrique

Mais la véritable bataille se jouera désormais sur le terrain du véhicule électrique. Comme l'ensemble de l'industrie automobile mondiale, le Maroc est engagé dans une transformation profonde de son modèle productif. Le Royaume affiche une ambition claire : faire en sorte que, d'ici 2030, près de 60 % des véhicules exportés soient électriques.

À terme, la grande majorité des voitures assemblées localement devraient relever de cette nouvelle génération, à l'exception de certains modèles destinés à des marchés spécifiques. Cette transition ouvre de nouvelles perspectives, notamment dans la production de batteries, considérée comme l'un des maillons

stratégiques de la chaîne de valeur automobile de demain. Le Maroc souhaite s'y positionner durablement et vise des niveaux d'intégration locale particulièrement élevés.

Pour les entreprises françaises, l'enjeu est considérable. Les compétences développées dans les domaines du câblage haute tension, de l'électronique embarquée, des systèmes de gestion énergétique ou encore de l'intégration des batteries seront déterminantes pour conserver leur avantage compétitif.

Le Royaume dispose pour sa part d'un atout supplémentaire : l'accès croissant à une électricité produite à partir d'énergies renouvelables, susceptible de réduire les coûts de production tout en répondant aux exigences environnementales des marchés européens.

Une histoire qui continue de s'écrire

L'automobile franco-marocaine ne se résume plus à une simple relation entre donneurs d'ordres et sous-traitants. Elle est devenue une véritable chaîne de valeur intégrée, où investissements, savoir-faire, innovation et emplois circulent de part et d'autre de la Méditerranée. Alors que le secteur entre dans l'ère de l'électrification et de la décarbonation, cette coopération aborde un nouveau chapitre. Et si les défis sont nombreux, une chose est certaine : l'avenir de l'industrie automobile entre la France et le Maroc se jouera de plus en plus comme une aventure commune.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE : LA COOPÉRATION EN MARCHÉ

Dans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés et l'urgence climatique, la sécurité énergétique s'est imposée comme une priorité stratégique pour de nombreux États. Dans cette nouvelle équation, le Maroc apparaît comme un partenaire de premier plan.

Le Royaume dispose en effet d'atouts rares : un ensoleillement parmi les plus élevés au monde, un potentiel éolien considérable et une façade atlantique offrant des perspectives exceptionnelles pour le développement des énergies renouvelables. À ces avantages

naturels s'ajoute une ambition politique clairement affichée : porter à 52 % la part des énergies renouvelables dans le mix électrique national à l'horizon 2030.

Autant d'éléments qui font du Maroc l'un des terrains les plus prometteurs de la coopération énergétique avec la France.

Pour Paris, confronté à l'impératif de décarboner son économie tout en sécurisant ses approvisionnements, cette dynamique marocaine représente bien davantage qu'une opportunité commerciale. Les deux pays partagent aujourd'hui une même conviction : la transition énergétique ne pourra être menée à bien sans une coopération renforcée entre les deux rives de la Méditerranée.

L'hydrogène vert au cœur du partenariat

C'est dans cette perspective que la visite d'État du président Emmanuel Macron au Maroc, du 28 au 30 octobre 2024, a revêtu une portée particulière. Au cours de cette journée, plusieurs accords majeurs ont été conclus, donnant une nouvelle dimension au partenariat énergétique franco-marocain. Au centre de cette dynamique figure l'hydrogène vert, considéré comme l'un des piliers des systèmes énergétiques de demain.

Le projet le plus emblématique est sans doute celui de Chbika, porté par TEH2, une coentreprise réunissant TotalEnergies et le groupe Eren, aux côtés de deux investisseurs danois de référence : Copenhagen Infrastructure Partners (CIP) et A.P. Møller Capital.



Implanté dans la région de Guelmim-Oued Noun, à proximité de la côte atlantique, le projet prévoit le développement d'un gigawatt de capacités solaires et éoliennes terrestres. L'électricité produite servira à alimenter des unités d'électrolyse utilisant de l'eau de mer dessalée afin de produire de l'hydrogène vert, transformé ensuite en ammoniac vert destiné au marché européen.

L'objectif affiché est ambitieux : atteindre une production annuelle de 200 000 tonnes d'ammoniac vert. Si l'accord signé porte pour l'heure sur la réservation du foncier nécessaire au projet, le signal envoyé est fort et témoigne d'une vision industrielle de long terme.

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, voit dans cette initiative une illustration de la stratégie du groupe : développer des capacités de production dans les pays disposant des ressources renouvelables les plus compétitives afin d'alimenter la demande européenne. Selon lui, la proximité géographique du Maroc et la qualité de ses ressources naturelles en font l'un des partenaires les mieux placés pour accompagner l'Europe dans l'atteinte des objectifs du Green Deal. Le dirigeant évoque même une première étape vers la création d'un véritable hub mondial de production d'hydrogène vert.

Une dynamique qui dépasse le seul projet Chbika

La visite présidentielle a également permis de formaliser plusieurs autres partenariats structurants, recensés notamment par l'association France Hydrogène.

Le Groupe OCP et ENGIE ont ainsi conclu un partenariat stratégique comprenant un volet consacré à la production d'ammoniac vert. Les deux partenaires étudient également la faisabilité d'autres dérivés de l'hydrogène vert, tels que l'e-méthanol ou les carburants aéronautiques durables (e-SAF).

L'enjeu est majeur. En tant que leader mondial des phosphates et des engrais, OCP joue

un rôle central dans la transition vers une industrie plus décarbonée, bien au-delà des frontières marocaines.

Autre projet d'envergure : celui porté par MGH Energy et OMV Petrom. Baptisé « Janassim », il représente un investissement estimé à 4,8 milliards d'euros. Son ambition est de produire, à partir de 2030, près de 500 000 tonnes de carburants de synthèse par an grâce à 2,2 GW de capacités renouvelables. Le futur port de Dakhla Atlantique doit accueillir les premières installations.

De son côté, HDF Energy a répondu à un appel d'offres marocain avec son projet Nasem Sahara Morocco (NSM). Celui-ci prévoit le développement de 2 GW d'éolien terrestre dans la région de Dakhla afin d'alimenter la production d'hydrogène vert, de soutenir l'industrie locale et de contribuer à l'essor des carburants durables pour l'aviation.

Si le projet est retenu, l'investissement pourrait atteindre 11 milliards d'euros, avec une première phase visant une production annuelle de 200 000 tonnes d'hydrogène.

Le Maroc, futur hub énergétique régional ?

Pris individuellement, chacun de ces projets est déjà significatif. Ensemble, ils dessinent une trajectoire beaucoup plus vaste : celle d'un Maroc qui entend s'imposer comme une plateforme énergétique de référence entre l'Afrique et l'Europe.

Cette dynamique traduit une convergence d'intérêts particulièrement forte. Pour le Royaume, il s'agit de valoriser ses ressources naturelles, de développer de nouvelles filières industrielles et de créer davantage de valeur sur son territoire. Pour la France et ses entreprises, l'enjeu consiste à sécuriser l'accès à une énergie décarbonée tout en se positionnant sur des marchés appelés à connaître une croissance soutenue dans les prochaines décennies.

SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE : UNE COOPÉRATION NÉCESSAIRE

Dans la géographie mondiale du numérique, le Maroc a conquis en quelques années une place que peu auraient anticipée. Première destination offshore numérique francophone, laboratoire d'innovation à vocation africaine, cible stratégique des cybermenaces mondiales : le Royaume cumule les paradoxes d'un pays qui avance vite, parfois plus vite que ses propres défenses. Dans cette dynamique complexe, la France s'affirme comme un partenaire naturel et indispensable.

Une transformation numérique à marche forcée

Le Maroc a opéré en moins d'une décennie une transformation numérique remarquable. Modernisation des services publics, digitalisation du secteur financier, développement d'une offre de services technologiques exportables : le Royaume s'est doté des attributs d'une économie numérique mature. Casablanca Finance City s'affirme aujourd'hui comme un hub régional incontournable pour les sièges de groupes technologiques à rayonnement africain, attirant des centres de décision et des plateformes de services qui couvrent l'ensemble du continent.

Des acteurs français de premier plan ont été parmi les pionniers de cette dynamique. Capgemini, Orange, Atos et Société

Générale ont développé au Maroc des pôles numériques significatifs, employant des milliers d'ingénieurs et de développeurs marocains formés dans les universités et grandes écoles du pays. Ces implantations ne sont pas de simples centres d'appels délocalisés : elles constituent de véritables hubs technologiques, capables de concevoir, développer et déployer des solutions à l'échelle régionale.



L'intelligence artificielle, prochain terrain d'expansion

Le déploiement de l'intelligence artificielle s'impose désormais comme le prochain axe structurant de la coopération franco-marocaine dans le numérique. Plusieurs initiatives communes sont en cours pour développer des solutions sectorielles adaptées aux réalités des marchés africains — en agriculture de précision, en santé connectée, en logistique et en finance inclusive. Le Maroc se positionne ainsi comme un laboratoire d'innovation à l'échelle du continent, un rôle que sa maîtrise du français, sa proximité culturelle avec l'Europe et sa connectivité croissante avec l'Afrique subsaharienne lui permettent d'assumer naturellement.

C'est dans cet esprit qu'Anne Le Hénanff, ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique, s'est rendue au GITEX Africa à Marrakech les 6 et 7 avril 2026. Rendez-vous majeur de la tech sur le continent africain, le GITEX Africa réunit les principaux

acteurs de l'innovation et les décideurs politiques autour des grands enjeux de transformation numérique. Ce déplacement a été l'occasion de valoriser la présence et le dynamisme de l'écosystème technologique français au Maroc, et de mettre en lumière la qualité des partenariats bilatéraux dans ce domaine, un signal politique fort adressé à l'ensemble de la filière.

L'envers du décor : une exposition aux cybermenaces préoccupante

La modernisation accélérée a cependant un revers. En quelques années, le Maroc est passé du statut de pays en développement numérique à celui de cible stratégique pour les cybercriminels. Les chiffres sont éloquentes : selon le rapport d'évaluation des cybermenaces d'Interpol de 2023, le Maroc est le pays africain le plus touché par les trojans bancaires et stealers, le deuxième le plus ciblé par les attaques de ransomwares ; représentant 8 % des attaques détectées sur le continent.



RELATIONS MAROC-FRANCE,

Un partenariat renforcé pour une croissance partagée

En 2024, plus de 6,4 millions de tentatives de phishing ont été bloquées sur le territoire marocain, en hausse de plus de 3 % par rapport à l'année précédente.

Le secteur industriel n'est pas épargné : près de 40 % des ordinateurs de systèmes de contrôle industriel ont été ciblés par des logiciels malveillants au premier semestre 2024, un chiffre particulièrement inquiétant pour un pays dont les filières automobile et aéronautique reposent sur des infrastructures de production hautement connectées. Plusieurs établissements opérant des infrastructures d'importance vitale : bases de données sociales, systèmes de paiement, ont vu leurs systèmes compromis ou sérieusement menacés.

La France, partenaire de la souveraineté numérique marocaine

C'est précisément dans cette tension entre ambition numérique et fragilité sécuritaire que l'offre française trouve toute sa pertinence. Dès 2013, l'ANSSI — Agence natio-

nale de la sécurité des systèmes d'information — et son homologue marocain, la DGSSI, avaient conclu un accord de coopération dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information. Un cadre pionnier, qui préfigurait les besoins qui sont aujourd'hui devenus criants. Les entreprises marocaines ont pris la mesure des enjeux. Conscientes des risques que représentent vols de données, rançongiciels et attaques sophistiquées, elles sont désormais en quête active de partenaires internationaux capables de leur proposer des solutions éprouvées. Le Maroc envisage par ailleurs de renforcer sa coopération avec les acteurs technologiques mondiaux, en s'appuyant sur des alliances stratégiques pour accéder à des technologies de pointe : un terrain où l'expertise française, reconnue en Europe comme à l'international, constitue un avantage concurrentiel réel. La création d'un datacenter national de souveraineté figure parmi les pistes envisagées pour renforcer la protection des infrastructures critiques marocaines.

Un partenariat à la hauteur des enjeux continentaux

Le numérique franco-marocain ne se joue pas seulement à l'échelle des deux pays. Il se joue à l'échelle d'un continent en pleine transformation, dont le Maroc ambitionne d'être l'un des pivots technologiques. Dans cette perspective, la profondeur des partenariats avec la France, en matière d'intelligence artificielle, de cybersécurité, de formation des talents et de déploiement de plateformes numériques, constitue un actif stratégique considérable. La présence française au GITEX Africa 2026, portée au plus haut niveau politique, envoie un message clair : la coopération franco-marocaine dans le numérique entre dans une nouvelle phase, plus ambitieuse, plus intégrée, et résolument tournée vers l'avenir du continent africain.



JeChoisisleMaroc

JExporteAuMaroc

JImporteDuMaroc

JInvestisAuMaroc



Voir la vidéo



CHAMBRE FRANÇAISE
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DU MAROC

LA CHAMBRE FRANÇAISE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MAROC, UNE FORCE DE FRAPPE ÉCONOMIQUE AU MAROC

Depuis plus d'un siècle, la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM) occupe une place stratégique dans la relation économique entre la France et le Maroc. Fondée il y a 112 ans, elle est aujourd'hui l'une des plus anciennes chambres françaises à l'international, incarnant un pont historique entre les deux pays, mais résolument tourné vers l'avenir. Véritable vecteur opérationnel du partenariat économique franco-marocain, la CFCIM joue un rôle de catalyseur, facilitant les échanges, même dans les contextes géopolitiques les plus complexes. En lien constant avec l'Ambassade de France, les autorités marocaines, les institutions publiques, les fédérations professionnelles et les entreprises, elle agit en interface active, soutenant les visites officielles, les initiatives de diplomatie économique et les projets structurants bilatéraux.

Un pont économique vivant entre la France et le Maroc

Sur le terrain, la CFCIM s'impose comme un acteur économique vivant et opérationnel, au service des entreprises et des territoires. Elle anime un réseau dynamique de près de 4 000 entreprises représentant plus de 27 000 membres, accompagne les entreprises françaises dans leur implantation et développement au Maroc, et les entreprises marocaines dans leur développement vers la France.

Elle propose un accompagnement personnalisé via des conseils, des mises en relation ciblées, des missions économiques, des formations ou encore l'organisation d'événements sectoriels de premier plan. Grâce à son maillage régional, Team France Export, ses parcs industriels et son campus de formation, elle incarne concrètement la relation France-Maroc en créant synergies, valeur et confiance.

Accompagner les transformations du Maroc

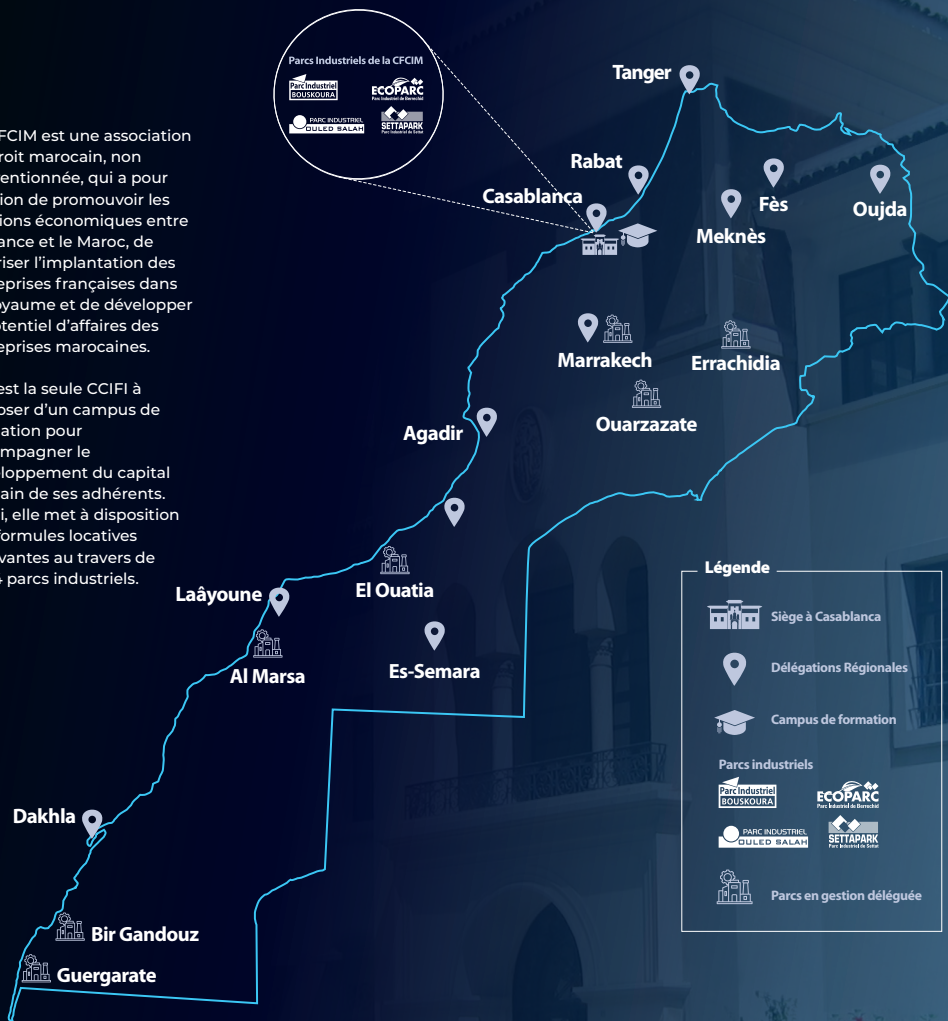
Agile et proactive, la CFCIM est un acteur biculturel engagé depuis plusieurs années aux côtés du Maroc dans ses grandes transformations économiques. Elle accompagne les évolutions des filières stratégiques dans les deux pays : l'économie verte, avec un accent sur les énergies renouvelables, la décarbonation et l'agro-industrie durable, l'économie bleue, incluant les protéines marines et les chantiers navals, la digitalisation, la santé ou encore les implications économiques de la prochaine Coupe du monde de football 2030 au Maroc. En tant que chambre bilatérale, elle s'inscrit dans une logique de coconstruction, favorisant l'innovation et l'émergence de solutions partagées.

Source : France – Maroc. Un partenariat d'exception.
Ambassade de France au Maroc.
Juillet 2025

Les implantations de la CFCIM

La CFCIM est une association de droit marocain, non subventionnée, qui a pour mission de promouvoir les relations économiques entre la France et le Maroc, de favoriser l'implantation des entreprises françaises dans le Royaume et de développer le potentiel d'affaires des entreprises marocaines.

Elle est la seule CCIFI à disposer d'un campus de formation pour accompagner le développement du capital humain de ses adhérents. Aussi, elle met à disposition des formules locatives innovantes au travers de ses 4 parcs industriels.



+100

ans d'existence



+27 000

membres



+100

collaborateurs



10 délégations régionales
et **1** bureau à Paris



Mercredi 1^{er} juillet 2026

CCI Paris Ile-de-France



Ambassade du Royaume du Maroc en France



Association Maroc D'Investissement et de Développement International



INVEST AND EXPORT



Partenaire PLATINUM

